ÉLECTIONS LEGISLATIVES — 5 et 12 MARS 1967 — 3e CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-St-DENIS



Pierre PAUTY

Instituteur - 37 ans

SUPPLEANT

Jean-Jacques L'HOTE

Croix de la Valeur Militaire

Employé - 29 ans

Rassemblement Européen de la Liberté

Votez pour protester
Votez pour l'avenir

Chère Madame, Cher Monsieur

En ce début d'année 1967, les problèmes qui se posent à vous sont multiples.

— La vie est de plus en plus chère, **les rodomontades des princes du régime ne changeront rien à un fait brutal : les impôts de toutes sortes ont doublé depuis 1958 alors que les salaires sont restés loin derrière ; autrement dit** votre pouvoir d'achat baisse d'année en année.

— Le chômage menace, **dès à présent, la France compte 300.000 chômeurs qui seront 600.000 d'ici 1970, ce qui n'empêche point les pouvoirs publics de prévoir l'immigration d'un million de travailleurs africains d'ici 1980.**

— Les logements sont à des prix inabordables, **leur nombre est très insuffisant et cependant, nombreux sont ceux qui ne trouvent pas preneurs parce que trop chers.** On construit, mais pour les riches.

— La qualité de l'enseignement est en baisse continuelle : **les connaissances de base du candidat au bac 1967 sont inférieures à celles du candidat au certificat d'études de 1910. Les causes de cette dégradation résident essentiellement dans une mauvaise sélection des élèves et dans l'insuffisance notoire des traitements de l'Education Nationale, laquelle est à l'origine d'une grave crise dans le recrutement des maîtres.**

— Les usines quittent Aubervilliers, La Courneuve et Stains **pour deux raisons essentielles : d'une part, les municipalités communistes incitent les industriels au départ en les accablant de patentes excessives ; d'autre part, l'Etat leur offre des avantages substantiels pour aller s'établir en province, n'oubliant que d'en offrir de comparables aux travailleurs, lesquels font les frais de la collusion malfaisante des gaullistes et des communistes.**

— Le réseau routier français est scandaleusement inadapté **et cependant notre essence est la plus chère**

du monde, mais l'Etat, au lieu d'affecter le montant des taxes perçues sur l'essence à l'entretien de nos voies, comme il le devrait, le verse dans la caisse commune. Ce faisant, il est responsable de milliers de morts annuelles sur les routes.

— L'invasion africaine, enfin, présente pour notre pays une grave menace : nos femmes, nos filles n'osent plus sortir seules le soir, elles sont constamment importunées par des voyous à peau basanée. Les Nord-Africains représentent 2 % de la population française et pourtant 60 % des viols et 40 % des méfaits de toutes sortes sont leur fait. Ils représentent une lourde charge pour notre Sécurité Sociale, sont une des causes de la surcharge de nos hôpitaux et menacent la santé de notre population. Enfin, aux mains d'un certain patronat, ils sont l'instrument d'une politique de bas salaires dont les travailleurs français et l'économie française sont les victimes.

Pour mettre fin à cette situation, que faire ?

Vous ne pouvez pas faire confiance aux gaullistes qui en sont les premiers responsables.

Vous ne pouvez pas faire confiance aux communistes : depuis 40 ans, ils promettent la lune, mais les pays où ils sont les maîtres sont dans un honteux état de sous-développement. Savez-vous, par exemple, qu'en 1966, l'URSS (235 millions d'habitants) a construit 250.000 voitures particulières, c'est-à-dire le même nombre que l'Espagne de Franco (30 millions d'habitants) ?

Vous ne pouvez pas faire confiance aux vieux partis de la IV[e] : de 1945 à 1958, ils ont suffisamment fait la preuve de leur malfaisance. Vous leur avez d'ailleurs signifié leur congé en 1958, ce n'est pas pour les remettre en selle 9 ans plus tard.

C'est pourquoi nous avons constitué le R.E.L.

Des propositions claires et réalisables

Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? Je vais vous le dire.

1° En matière de logement, nous voulons des logements accessibles à tous : pour cela, il convient d'étaler les remboursements dans le temps, de supprimer les crédits usuraires.

2° En matière d'enseignement, il faut améliorer dans des proportions considérables les conditions de vie des maîtres, il faut que les enfants soient sélectionnés progressivement en fonction de leurs aptitudes, il faut faire un effort de construction et d'équipement, tout particulièrement en faveur de l'enseignement technique. Le nombre des scolarisés n'est pas tout, c'est la qualité de l'enseignement donné qui est primordiale.

3° En matière de décentralisation, il faut penser aux hommes avant de penser aux usines. Les intérêts fondamentaux des travailleurs doivent être garantis lorsqu'une entreprise va s'installer ailleurs.

4° En matière de politique routière et automobile, le prix de l'essence doit être ramené au niveau des prix européens courants ; la construction d'un réseau d'autoroutes s'impose d'urgence.

5° En matière de fiscalité, nous voulons au moins le respect de la loi : savez-vous qu'un salarié, père de 2 enfants et gagnant 15.000 F par an, paie 773 F d'impôt sur le revenu, alors que si la loi (gaulliste) du 28 décembre 1959 était appliquée, il ne devrait en payer que 300, soit 473 de moins ?

Nous voulons également l'abrogation de la loi du 10 janvier 1966 sur l'extension de la TVA qui aura pour effet d'augmenter le coût de la vie et de placer les communes sous la dépendance financière de l'Etat.

6° En matière sociale, nous défendrons la liberté de la médecine : les travailleurs versent assez d'argent à la Sécurité Sociale pour avoir le droit de choisir leur médecin et de recevoir des soins de qualité.

7° En matière d'immigration nord-africaine, nous préconisons son arrêt immédiat et l'expulsion de tous les individus dangereux pour la santé et la sécurité publiques.

8° En matière de politique européenne, nous sommes partisans d'un Etat Européen Fédéral, chaque nation gérant librement ses affaires internes, le pouvoir central ayant, lui, compétence en matière d'Affaires Extérieures, de Défense, de Finances et de Recherche Scientifique. Cela signifie : un gouvernement européen, une diplomatie européenne, une armée européenne, une monnaie européenne, une science européenne. Une telle solution permettrait une sensible diminution des impôts, une amélioration du niveau de vie ; elle rendrait impossible les guerres fratricides qui ont ensanglanté si souvent notre continent, elle serait une garantie de paix et de progrès.

Comment obtenir les crédits nécessaires à une telle politique ?

D'une façon très simple : en supprimant purement et simplement l'aide aux sous-développés qui représente une charge de 1.000 milliards anciens par an et les crédits destinés à une force de frappe dérisoire. Cela permettrait, en outre, de faire en sorte que la retraite des vieux travailleurs représente au moins 90 % du SMIG. Le rappel en métropole des 30.000 enseignants qui exercent dans les pays du Tiers-Monde résoudrait en grande partie la crise du personnel de l'Education Nationale : nos enfants doivent passer avant ceux des autres.

Comme vous le voyez, le REL ne se contente pas de préconiser une politique, il en veut aussi les moyens. Il s'adresse à tous : n'importe quel électeur de bons sens, qu'il soit communiste ou libéral, de gauche, de droite ou du centre, peut faire siennes ses options.

Si tel est votre cas, vous voterez pour :

Pierre PAUTY

Candidat du Rassemblement Européen de la Liberté aux élections législatives de mars 1967. Instituteur depuis 16 ans dans la banlieue Nord, père de 4 enfants, ancien parachutiste et combattant d'Algérie.

Suppléant : J.-Jacques L'HOTE
Technicien à la Sécurité Sociale,
rapatrié d'Algérie.

IMPRIMERIE H. DÉVÉ ET Cie 27-EVREUX